



***11 SEPTEMBRE 2001***

**SEPT ANS PLUS TARD, OU EN EST-ON ?**

## **11 SEPTEMBRE 2001 : SEPT ANS PLUS TARD, OU EN EST-ON ?**

**« L'assassinat du président américain en 1963 demeure un mystère entouré de mensonges ; le 11 Septembre, lui, reste un ensemble de mensonges, entouré de mystère »** (Eric LAURENT, grand reporter)

### **Rappel des Faits : les attaques**

Le 11 septembre 2001, à **8 h. 46** – heure locale – un Boeing 767 d'*American Airlines* (Vol AAL 11, détourné de Boston sur New York avec 92 personnes à bord) s'écrase frontalement entre les étages 93 et 99 de la Tour Nord (No 1) du World Trade Center (WTC) qui s'enflamme.

Un quart d'heure plus tard, à **9 h. 03**, un autre Boeing 767, d'*United Airlines* cette fois (Vol UAL 175, également détourné de Boston, avec 65 personnes à bord), percute la Tour Sud (No 2), qui s'enflamme également. Mais en raison de l'angle d'impact, la majorité du kérosène (38'000 litres environ, au décollage, pour chacun des deux avions) se consume ou se répand en dehors du bâtiment, ce que démontrent les énormes boules de feu extérieures. Ces deux Boeing, *a priori* pilotés par des terroristes inexpérimentés en aviation, atteignent leurs buts après avoir amorcé des trajectoires remarquablement professionnelles.

A **9 h. 37**, un Boeing 757 d'*American Airlines* (Vol AAL 77, détourné de Washington/Dulles, avec 58 personnes à bord) s'écrase à Washington contre une façade en réfection du Pentagone (Ministère de la Défense) qui abrite l'état-major de la plus puissante armée du monde.

A **10 h. 06**, un Boeing 757 d'*United Airlines* (Vol UAL 93, détourné de Newark, près de New York, avec 44 personnes à bord) s'écrase en Pennsylvanie, dans la région de Pittsburgh.

*(Le nombre de gens à bord tient compte de l'équipage. Normalement, pour des vols long-courrier, si un taux d'occupation de 50% n'est pas atteint – comme c'est le cas pour ces quatre avions – les passagers sont transférés sur d'autres vols...)*

A **10 h.** (Tour No 2) et à **10 h. 20** (Tour No 1), les deux bâtiments de 110 étages s'effondrent sur eux-mêmes à la vitesse de la chute libre : respectivement en 9 et 11 secondes, ce qui signifie que dix étages à la seconde sont pulvérisés, comme s'ils avaient implosé. Après quoi, un nuage pyroclastique, caractéristique d'une explosion, s'étend jusqu'à cinq fois son volume de départ, et des débris sont retrouvés à 200 mètres de là.

Partout dans le monde, de très nombreux spécialistes s'interrogent sur l'étrange effondrement de ces tours, comme le lieutenant-colonel Karen Kwiatkowski, qui a travaillé pour la NSA (National Security Agency) et l'Air Force durant vingt ans : « ***L'effondrement des tours du WTC viole, ni plus ni moins, les lois de la probabilité et de la physique.*** »

En outre, comme le relève Hyman Brown, directeur de la construction du WTC et professeur de génie civil à l'Université du Colorado : « ***Elles avaient été surconstruites pour résister à presque tout, y compris des ouragans, des vents violents et continus, des attentats à la bombe et des collisions avec des avions.*** » Ce que confirment un architecte du WTC, Aaron Swirski, et l'ingénieur des structures du projet, Leslie Robertson : « ***Je les ai conçues pour***

*qu'elles résistent à l'impact d'un Boeing 707, le plus grand modèle d'avion à l'époque. Elles auraient pu supporter plusieurs impacts d'avions de ligne car leur structure s'apparentait aux moustiquaires qu'on place sur les portes (...) et l'avion ne serait qu'un crayon perforant ce grillage. Il n'a aucun effet sur l'ensemble du grillage. »*

Or, un Boeing 767 est assez similaire à un Boeing 707.

Très vite, les autorités gouvernementales laissent entendre que l'effondrement des Tours No 1 et 2 est dû à l'impact des avions et aux incendies qu'ils ont déclenchés. Pourtant, en 1975 déjà, le feu avait ravagé plusieurs étages d'une tour du WTC, mais les structures n'avaient subi aucun dommage. A Madrid, en 2005, la Tour Windsor (32 étages) brûle durant plus de 24 h. sans s'écrouler. **En fait, à ce jour, nulle part au monde, un gratte-ciel à structure métallique ne s'est effondré sous l'effet d'un incendie... sauf les Tours du WTC.**

En plus, dans ce cas présent, deux commandants des pompiers ont déclaré que l'incendie était sous maîtrise, ce que démontre le nuage noir (le feu n'a plus d'oxygène) s'échappant des Tours. Plus troublant encore : on va ultérieurement trouver des traces importantes de thermites, une substance extrêmement exothermique (mélange d'aluminium et d'oxyde ferrique) qui a la particularité de faire fondre l'acier instantanément et qu'on utilise dans les démolitions contrôlées...

L'heure des attaques est également troublante, les bureaux du WTC ne commençant à fonctionner qu'entre 9.30 et 10.00 heures (donc mal choisies par les terroristes).

Il convient aussi de savoir que Marvin P. Bush – le plus jeune frère du président – est alors directeur avec son cousin de la Société *Securacom* (devenue *Stratesec*), en charge de la sécurité du WTC depuis 1996. Or, dans les semaines précédant l'attaque, il s'est passé des faits suspects et inhabituels dans les étages non occupés de la Tour No 2. L'électricité à même été coupée durant 36 heures le week-end précédant les attaques, au prétexte d'améliorer le câblage du bâtiment. Marvin Bush est aussi en charge de la sécurité de la compagnie *United Airlines* et de l'aéroport de Washington, d'où est parti le Vol AAL77.

Cinq jours avant les attentats, les chiens renifleurs d'explosifs ont été retirés du WTC.

A l'heure des attentats, le président – et commandant des Armées – G. W. Bush se trouve dans une école de Floride. A **9 h. 05**, son assistant, Andrew Card, vient lui parler à l'oreille. Il reste impassible, le regard absent, et continue de bavarder avec les enfants durant **vingt minutes**, malgré l'importance des faits. Puis il donne une conférence de presse pour annoncer ce que tout le monde sait depuis bientôt une heure... (Quelques mois plus tard, il dira avoir vu dès son arrivée à l'école les images de l'avion percutant la première Tour. Ce qui est impossible car ces images de Jules Naudet n'ont été diffusées que des heures après les faits.)

Dans les heures qui suivent ces attentats, l'administration Bush laissent déjà entendre qu'ils résultent d'un complot orchestré par des terroristes islamiques, et que Oussama Ben Laden, le milliardaire saoudien exilé en Afghanistan, en serait le commanditaire.

**A la fin de la journée du 11 septembre 2001, on dénombre quelque 3'000 morts** (dont 343 pompiers), et l'on parle dès lors de la tragédie du 9/11.

*Sept ans plus tard, malgré les engagements pris à l'époque, à l'ONU, par le secrétaire d'Etat Colin Powell, aucune enquête judiciaire n'a été ouverte pour éclaircir les faits et établir les responsabilités.*

## **Mais où est la Défense aérienne ?**

Ces détournements d'avions, qui durent plus d'une heure, se déroulent sans être pris en chasse par l'Armée de l'Air. Celle-ci a pourtant intercepté 67 avions égarés en moins de dix minutes entre septembre 2000 et juin 2001...

A 08 h. 40 pourtant, le centre de Boston, relié au NORAD (North American Aerospace Defence Command, créé en 1958, donc rôdé) annonce le détournement du vol AAL 11, qui a débranché son transpondeur vingt minutes après son décollage. Trois minutes plus tard, à 08 h. 43, les responsables du NORAD sont également avisés du détournement du vol UAL 175.

Les USA disposent de plusieurs bases aériennes militaires situées à proximité de New York et de Washington. Mais l'ordre va être donné de faire décoller deux chasseurs F15 de la base d'Otis, dans le Massachusetts, à quelque 300 km de New York... Ces F15 vont bizarrement voler à la même vitesse que le Boeing pourchassé.

A 09 h. 30, deux chasseurs F16 décollent enfin de la base de Langley, à côté de Washington, avec mission de protéger le Capitole.

A 10 h. 15, après que les quatre avions se soient crashés, George Bush autorise enfin son vice-président, Dick Cheney, à donner l'ordre d'abattre tout appareil hostile.

Etrangement, ce matin-là, ont lieu des exercices militaires portant sur le détournement d'une vingtaine d'avions civils. La Maison Blanche fait ultérieurement savoir qu'elle n'était pas au courant de ces exercices, qui ont profondément perturbé le NORAD (faux « bips » sur les écrans de contrôle aérien, etc.) et laissé sans défense les villes de New York et Washington. En outre, le 1<sup>er</sup> juin 2001, la Maison Blanche avait retiré aux militaires la responsabilité d'abattre des avions identifiés comme piratés.

Ce cafouillage de la sécurité aérienne donne lieu à trois versions successives, la première affirmant que les avions n'ont pas décollé, la seconde qu'ils ont décollé mais échoué dans leur mission, la troisième que les contrôleurs aériens sont responsables de négligence.

## **Un Pentagone bien vulnérable**

Le Pentagone, composé de cinq anneaux concentriques, abrite l'état-major de la Défense américaine : quelque 26'000 personnes, civiles et militaires. C'est le bâtiment le plus sécurisé des Etats-Unis, placé sous un système de défense anti-aérienne automatique et surveillé par des dizaines de caméras. Pour atteindre cette espèce de bunker, le Boeing 757 traverse donc cinq batteries anti-missiles, dont une avec tir automatique, mais aucun missile n'est tiré... En plus, il avance à 850 km/h, à 60 cm. du sol, sans que la carlingue ou les moteurs ne laissent de trace sur la pelouse... Selon les spécialistes, pour voler ainsi à ras du sol, avec un avion de ce type, il faut un terrain dégagé sur une distance d'au moins 1'500 mètres. Or, le Pentagone se trouve dans une zone vallonnée, parsemée d'immeubles et d'autoroutes.

L'avion s'écrase à 9 h. 37 devant l'héliport (façade ouest), contre une section en réfection qui vient justement d'être renforcée... pour résister à une attaque terroriste. En outre, aucune caméra de surveillance n'est branchée à cet endroit à ce moment-là.

Aux commandes de cet avion, effectuant de rares prouesses techniques, se trouve le pseudo pirate Hani Hanjour (né en 1972 en Arabie saoudite et venu aux USA en 1996), qui rêve de devenir pilote, mais se révèle être un piètre élève. Il obtient néanmoins une licence de vol en 1999, remise en question l'année suivante. En août 2001, il veut louer un petit avion de tourisme (Cessna) dans le Maryland, mais cette location lui est refusée en raison de ses trop

grandes incompétences à piloter seul. Et c'est cet homme-là qui aurait réussi à manoeuvrer un Boeing de quelque 100 tonnes dans des conditions qu'un capitaine de bord aguerri hésiterait à tenter ? Peu de temps avant les événements, l'armée américaine avait validé un système de prise de contrôle d'avions radiocommandé du nom de *Global Hawk*.

Le Boeing 757 frappe le Pentagone entre le rez-de-chaussée et le premier étage (les étages supérieurs ne s'effondrent qu'une demi heure plus tard) en ne créant qu'une brèche d'environ cinq mètres de large sur huit mètres de haut pour un avion d'une envergure de 38 mètres et d'une hauteur de 13 mètres ! De la même manière, il pénètre trois des cinq anneaux concentriques et « ressort » par un trou parfaitement rond, d'environ 2.30 m. de diamètre (plus petit que les 3.50 m. de l'habitacle du Boeing...).

Un incendie se propage dans le bâtiment en causant de gros dommages.

*« Au Pentagone, le pilote du Boeing 757 a quasiment réalisé une prouesse de vol. J'ai 6'000 heures de vol sur Boeing 757 et 767 et je ne pourrais jamais avoir volé de la manière dont le plan du vol a été décrit. J'ai été aussi pilote de combat et instructeur de combat aérien à l'école des armes de combat de l'US Navy et j'ai l'expérience de vol à basse altitude avec un avion à grande vitesse. Je n'aurais pas pu faire ce que ces débutants ont fait. Quelque chose sent très mauvais ! »* (Commandant Ralph Kolstad, retraité de l'US Navy / 23'000 heures de vol) Un contrôleur aérien expérimenté confirme à *ABC News* : *« Dans la tour de contrôle, nous avons tous pensé qu'il s'agissait d'un avion militaire. »*

Le correspondant de *The Independent*, Robert Fisk, s'interroge aussi : *« Mais où sont les morceaux de l'avion (moteurs, etc.) censé avoir attaqué le Pentagone ? »* On ne constate effectivement aucune marque sur la pelouse, aucune trace de kérosène, aucun débris (hormis un étrange bout de carlingue, isolé sur la pelouse, et parfaitement mystérieux). Rien des 100 tonnes de l'avion que certains témoins affirment pourtant avoir vu. Mais ils font allusion à un avion plus petit. Ainsi, Steve Patterson explique au *Washington Post* avoir vu *« un avion pouvant contenir huit à douze personnes »*. Le chef des pompiers, Ed Plaucher (qui se rétractera par la suite) soutient n'avoir rien trouvé, ni à l'extérieur ni à l'intérieur. Ses subalternes parlent du nez de l'avion, mais qui ressemblerait plutôt à une tête de missile...

La bande vidéo d'une caméra de surveillance d'une station service située en face du point d'impact est immédiatement saisie par le FBI, comme toutes celles du Pentagone. A aucun moment les journalistes n'ont le droit d'approcher le bâtiment, aucune chaîne ne peut filmer et les photos ultérieurement visibles sont presque toutes de source militaire. Au bout de quatre jours, la boîte noire est retrouvée, mais s'avère inexploitable... Beaucoup plus tard, des images de caméra vidéo sont montrées par le FBI : on y voit une explosion, mais jamais l'arrivée d'un avion... (*images visibles sur Internet*)

Dans une interview accordée un mois après cet attentat, le patron du Pentagone et Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld parle d'un missile ayant frappé le Pentagone : *« ... and the missile to damage this building... »* Lui qui fut pilote, puis instructeur de l'aéronavale, fait de bien étranges lapsus... Cependant, le commandant Douglas Rokke, retraité de l'US Army, le capitaine Russ Wittenberg, ancien pilote de chasse de l'US Air Force, et tant d'autres pilotes ne disent pas autre chose : ils sont convaincus que le Pentagone a été touché par un missile.

Les autorités affirment pourtant détenir les preuves qu'un Boeing 757 a percuté le Pentagone, mais se refusent aujourd'hui encore à les divulguer... Elles affirment en outre que l'avion s'est désintégré, « volatilisé » dans la violence de l'incendie qu'il a provoqué. Mais cet incendie n'a pas réussi à endommager du matériel de bureau (meubles, ordinateurs, livres, etc.) qu'on

peut voir intact au bord des murs écroulés, alors que l'alliage d'aluminium utilisé dans l'industrie aéronautique a une température d'ébullition d'environ 2'500°...

Selon la FAA (Fédération de l'Aviation civile), l'avion a disparu au-dessus d'une réserve naturelle à 500 km de Washington, sans jamais réapparaître sur les écrans radars.

Barbara Honeger, journaliste de l'US Navy et spécialiste des questions militaires, rapporte qu'une explosion a eu lieu préalablement à l'impact sur la façade du Pentagone. Elle constate aussi que plusieurs pendules sont restées bloquées à 9 h. 32, soit cinq minutes avant l'heure officielle du crash.

Cet attentat aurait fait **125 victimes**, pour la plupart des ouvriers travaillant à la réfection de la partie percutée du bâtiment. Mais, contrairement aux listes des disparus du WTC, la liste officielle du Pentagone – pour d'obscures raisons - est invérifiable.

Les travaux de reconstruction du Pentagone commencent deux jours plus tard : 1/7<sup>ème</sup> du bâtiment est rasé, comme si – là aussi – on voulait faire disparaître tout indice au plus vite...

Lors d'une conférence de presse qui a lieu la veille des attentats, Donald Rumsfeld annonce que 2'300 milliards de dollars ont disparu des fonds du Pentagone sans que personne ne puisse expliquer ce trou, même pas le comptable Dov Zakheim. Devant le Congrès, Donald Rumsfeld minimise totalement cette mystérieuse disparition (notamment rapportée par *CBS Evening News*).

## **L'étrange crash de Pennsylvanie**

C'est à 10.06 h. que le Vol UAL 93 s'écrase en Pennsylvanie, une heure et demie après avoir décollé de Newark (dans le New Jersey, près de New York) et 45 minutes après que l'Armée ait été avisée qu'il est sans doute piraté. Il a pris 40 minutes de retard au décollage et il y a à bord 144 sièges vides, soit un taux de remplissage de 20%, ce qui n'est pas dans la norme. Il y aurait quatre « pirates » à bord, dont deux, assurément, sont... toujours vivants !

C'est le vol détourné dont on a le moins parlé, bien que son équipage et ses passagers soient apparemment ceux qui se sont le plus exprimés. Selon leurs informations passées par téléphone (soit les fixes de l'avion, soit les portables, ce qui est sujet à caution), qui donnent beaucoup de détails sur ce qui se passe à bord, les pirates de l'air auraient été maîtrisés, mais il n'existe aucune preuve que passagers ou équipage aient pu entrer dans le poste de pilotage. En outre, selon une étude menée par deux spécialistes (A.K. Dewdney et Germar Rudolf), la probabilité d'établir une communication à haute altitude est infime.

A terre, les rares témoins disent avoir vu un avion voler à très basse altitude, avant d'entendre une énorme explosion, puis voir ensuite des flammes et « **un énorme nuage en forme de champignon** »...(photo visible sur Internet) D'autres témoins ont entendu un bruit de missile ou vu un second avion. Ce qui est sûr, c'est qu'aucune de leurs dépositions n'a été officiellement enregistrée... Quelques minutes avant le crash, la chaîne CBS rapporte que deux chasseurs F16 talonnaient le Boeing 757.

L'avion aurait percuté le sol à quelque 900 km/h., faisant apparaître un cratère d'environ 35 m. de large et 3.50 m. de profond (sur ce point, les chiffres varient). On ne retrouve que de petits débris éparpillés sur plus de douze kilomètres autour du cratère... Or, un avion qui se crashe dans une zone rurale laisse des traces, humaines et matérielles, beaucoup plus visibles et plus proches du point d'impact. Ernie Stull, le maire de Shanksville (la localité voisine) s'étonne que : « **Lorsqu'on nous a alertés en nous disant qu'un avion s'était écrasé, nous sommes vite accourus. Mais à notre grande surprise, il n'y avait pas d'avion, aucun avion.** »

Cet étonnement est partagé par le commandant Ralph Kolstad, pilote de l'US Navy : « *Et sur le site d'impact à Shanksville en Pennsylvanie, où sont les moindres fragments de l'épave ?!!! Sur toutes les photos que j'ai vues, il y a seulement un trou ! Où sont les pièces laissées par un accident d'avion ? Pourquoi la zone a-t-elle été bouclée et que le personnel normal de gestion des accidents n'a pas été autorisé à enquêter ? Où y a-t-il la moindre évidence ? Quand on commence à faire appel à sa raison, et non pas à ce qui nous est raconté, il y a très peu de raisons de croire l' « histoire » officielle... »*

On n'a rien retrouvé de cet avion... sauf deux passeports de « terroristes » (ceux du supposé pilote Ziad Jarrah et de Saïd Al-Ghamdi) aux dires du FBI. Robert Fisk, correspondant au Moyen-Orient du journal anglais *The Independent*, se pose aussi la question de savoir « *Pourquoi les agents officiels ayant été impliqués dans le vol UA93 ont-ils été muselés ?* »

En décembre 2004, Donald Rumsfeld parle dans une conférence de presse des « *terroristes qui ont attaqué le Pentagone et abattu un avion en Pennsylvanie* ». Décidément, ils étaient partout en même temps pour mieux s'entretuer ! Dans la réalité, l'idée que cet avion ait pu être abattu par un missile américain serait acceptable. Mais pourquoi autant de silence et d'invraisemblance autour de ce crash ?

## Le mystère de la Tour No 7

Faisant partie du WTC, la Tour No 7 se situe en retrait des Tours No 1 et 2 percutées par les avions. Si d'autres bâtiments voisins ont subi de gros dommages collatéraux, ce n'est pas le cas de cette construction de 47 étages. Curieusement, et alors qu'elle n'a été touchée par rien, de petits incendies se déclarent à l'intérieur, sans que le dispositif anti-feu se déclenche... Elle est évacuée dans la matinée et, l'après-midi, les passants sont chassés de son périmètre.

A 16.54 heures, la journaliste de la *BBC* Jane Standley annonce que la Tour No 7 s'est effondrée. Elle est pourtant visible, à l'image, derrière elle... Et pour cause ! Elle ne s'effondre que 26 minutes plus tard, à la demande de Larry Silverstein, son propriétaire ! (Richard Porter, directeur de la *BBC World News*, après quelques explications fumeuses sur ce décalage horaire, finit par admettre ne plus posséder les bandes originales de ce reportage...) C'est effectivement Larry Silverstein, qui a donné l'ordre de la « tirer », terme utilisé dans les démolitions contrôlées, ce qui demande une préparation de plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Les incendies étant minimes et sous maîtrise, aucune raison objective ne justifie cette démolition. La WTC 7 s'effondre pourtant, et une fois encore à la vitesse de la chute libre, **en 6,5 secondes** (sept étages à la seconde)! L'importance du nuage de poussière qui en résulte témoigne de la pulvérisation des matériaux.

La Tour No 7 – lieu particulièrement sécurisé – abritait, outre les bureaux de Larry Silverstein et les nombreux étages de la Banque Salomon Smith Barney (filiale de Citigroup), les locaux de compagnies d'assurances et plusieurs bureaux de la CIA, dont un bureau secret consacré à l'espionnage et au recrutement des diplomates étrangers basés à l'ONU. Dans ce bâtiment, se trouvaient également des bureaux du Département de la Défense, de la Commission de contrôle des opérations boursières, et de la Commission d'Echange et de Sécurité qui a ainsi définitivement perdu quelque 4'000 dossiers concernant d'importantes fraudes constatées à Wall Street (notamment les dossiers d'*Enron* ou de *World.Com...*).

Au 23<sup>ème</sup> étage se trouvait une sorte de bunker : le bureau du maire Rudy Giuliani, centre des opérations de gestion des situations d'urgence de New York, ce qui accentua considérablement le chaos de ce jour-là...

Comme de nombreux spécialistes dans le monde (dont le Néerlandais Danny Jowenko/*voir sur Internet*), Jörg Schneider, professeur à l'EPFZ, pense que le « **WTC 7 a été détruit selon la plus grande probabilité avec des explosifs** ». C'est aussi ce que pense son confrère de l'EPFZ, Hugo Bachmann, également professeur émérite d'analyse structurelle et de construction : « **Mon opinion est qu'à une très forte probabilité, le WTC 7 a été démoli par des professionnels** ». Effectivement, là encore, des tests corroborent la présence de thermitite, cet explosif utilisé dans les démolitions contrôlées de bâtiments.

Un article publié en avril 2008 dans la revue américaine *Open Civil Engineering Journal* fait le point sur les données existantes, émet l'hypothèse d'une démolition contrôlée et demande la tenue d'un débat public d'experts.

**En 2008, le gouvernement fédéral des Etats-Unis n'a toujours pas publié, comme il l'avait promis, le rapport final expliquant les causes de l'effondrement de la Tour No 7.**

### **Deux mots sur Larry Silverstein**

Né en 1932 à Brooklyn, ce milliardaire new yorkais est un magnat de l'immobilier, à la tête de *Silverstein Properties*. Le 24 juillet 2001 – sept semaines seulement avant les attentats –, Larry Silverstein, déjà propriétaire du bâtiment No 7, achète le bail de 99 ans du WTC à l'Autorité portuaire de New York. Il s'empresse alors de remplacer une partie du personnel de sécurité et d'entretien. Mais, surtout, il renégocie immédiatement le contrat d'assurance pour y inclure une couverture en cas d'attaque terroriste, qui se monte à 3,5 milliards de dollars. Après le 9/11, jouant sur le fait qu'il y a eu deux avions, donc deux attaques, il réclamera 7 milliards de dollars aux assurances... Suite à une longue procédure judiciaire, il obtient finalement 4,6 milliards de dollars en dédommagement.

Il semblerait que le WTC subissait de grosses difficultés financières (plusieurs étages étaient inoccupés) et d'importants travaux de désamiantage auraient dû être entrepris...

Cinq ans après les attentats, Larry Silverstein – qui avait coordonné le financement de la campagne électorale de George Bush en 2000 – annonce que le nouveau WTC (*Freedom Tower*) sera reconstruit en 2012.

### **Durant les jours qui précèdent l'attentat : délits d'initiés ?**

Au cours des jours qui précèdent ces attentats, un volume atypique d'options de vente (put options) sur les deux compagnies aériennes *American Airlines* et *United Airlines* est enregistré. Les acquéreurs de ces options de vente, dont le fil remonterait aux USA, vont réaliser de gigantesques profits. Mais aucune enquête judiciaire n'est ouverte, et la Commission présidentielle d'enquête Kean-Hamilton se borne à conclure que, les acquéreurs n'étant pas liés à Al-Qaïda, il n'y a pas eu de délit d'initiés...

Ce n'est pas le point de vue de Marc Chesney (auteur de « *Money Laundering and Financing of Terrorism* »), Professeur d'Economie à l'Université de Zurich, qui – avec son confrère Lorian Mancini – a publié dans le quotidien français d'information économique et financière *Les Echos* (11 septembre 2007) un article d'où il ressort que « **des volumes atypiques, très rares sur certains stocks, conduisent à des suspicions de délit d'initié** ». Les auteurs – l'un



spécialiste en dérivés et l'autre en économétrie – ont étudié les options de vente, utilisées pour spéculer sur la baisse de valeur, de vingt grands groupes américains.

Il ressort notamment de cette étude que « *1'535 contrats d'options de vente à 30 dollars expirant en octobre 2001 ont été commandés pour American Airlines le 10 septembre, comparé à une moyenne quotidienne d'approximativement 24 contrats sur les trois semaines précédentes.* » Ainsi, la veille du 11 septembre, le volume journalier de certaines options de vente d'*American Airlines* a été multiplié par... 64 ! Les deux professeurs concluent donc que : « *la probabilité de délit d'initié est forte pour American Airlines, United Airlines, Merrill Lynch, Bank of America, Citigroup et JP Morgan. Ca ne constitue pas une preuve légale, mais ce sont les résultats de méthodes statistiques qui confirment des signes d'irrégularités.* »

## Le 11 septembre et les jours qui suivent

**Le 11 septembre**, le FBI demande aux compagnies aériennes de ne pas communiquer avec la presse et confisque rapidement toutes les vidéos de contrôle proches du Pentagone. Dans la soirée, il confisque aussi les cinq heures d'enregistrements réalisés par les cinéastes français Jules et Gédéon Naudet, tournés à l'intérieur et à l'extérieur des Tours No 1 et 2.

Cinq Israéliens, ayant un comportement suspect après l'effondrement du WTC, sont arrêtés dans la journée : il s'agit de vétérans de l'Armée israélienne, porteurs d'armes, et leurs visas sont périmés. Deux d'entre eux sont identifiés comme agents du Mossad. Internés à la prison de Brooklyn, ils ne font l'objet d'aucune enquête et sont rapidement renvoyés en Israël.

**Le 12 septembre**, George Bush et son secrétaire d'Etat Colin Powell qualifient ces attentats d'*actes de guerre*, et parlent de *l'axe du Bien contre le Mal*. La CIA est formelle : **Al-Qaida** est impliquée dans ces attentats. Les pays membres de l'OTAN, réunis à Bruxelles, décident de mettre en oeuvre un mécanisme de solidarité militaire. L'Union Européenne promet d'aider à *punir* les responsables.

L'Organisation de la Conférence islamique condamne ces *actes sauvages* contraires à l'Islam.

**Le 13 septembre**, George Bush promet de *conduire le monde à la victoire contre le terrorisme*. Colin Powell confirme qu'Oussama Ben Laden est le principal suspect. Le Pakistan promet *une coopération sans limite*. Une dizaine de personnes sont arrêtées dans deux aéroports de New York. D'autres sont interpellées en Belgique et aux Pays-Bas.

L'espace aérien américain est fermé aux vols civils, mais un avion décolle de l'aéroport de Boston avec à son bord une vingtaine de membres de la famille d'Oussama Ben Laden, sans qu'aucune enquête sérieuse soit effectuée.

La reconstruction du Pentagone commence déjà.

**Le 14 septembre**, le Sénat américain approuve une aide de 40 milliards de dollars pour lutter contre le terrorisme. Le FBI publie la liste de 19 présumés pirates de l'air, auteurs des attentats. L'espace aérien américain est rouvert aux compagnies étrangères.

Le **Patriot Act** et le **Homeland Security Act** sont promulgués, alors qu'il faut compter des mois de travail pour rédiger de telles lois... Celles-ci autorisent le FBI à procéder à des écoutes téléphoniques, à fouiller les domiciles et saisir n'importe quoi, sans mandat et sans le contrôle d'un juge. Ces lois, qui mélangent enquête criminelle et travail de renseignement, vont à l'encontre de la démocratie.

**Le 15 septembre**, George Bush déclare : « *Nous sommes en guerre !* » et appelle tous les militaires de réserve à se tenir prêts pour une *longue croisade contre le terrorisme*. Le Pakistan autorise l'accès de son espace aérien et terrestre aux forces armées étrangères. L'Iran ferme sa frontière avec l'Afghanistan.

**Le 16 septembre**, Oussama Ben Laden dément toute implication dans les attentats. Par l'entremise d'Abdul Samad, l'un de ses collaborateurs, il transmet à l'Agence *Afghan-Islamic Press (AIP)*, basée au Pakistan, un texte qui dit notamment : « *Les Etats-Unis pointent le doigt sur nous, mais je déclare catégoriquement que je ne l'ai pas fait* ». Il redit la même chose au journal pakistanais *Ausaf* et n'est jamais revenu sur ses déclarations, alors qu'il aurait pu tirer grand profit de tels attentats auprès du monde radical musulman.

### **A propos d'Oussama Ben Laden**

*« Oussama Ben Laden a une légende copiée sur celle du « Vieux de la montagne », maître de la forteresse d'Alamut, en Perse, au XI<sup>ème</sup> siècle, et terreur des Croisés. Ce chef spirituel envoyait ses Hashishim (devenus nos « assassins ») abattre tous ses ennemis, souvent au prix de leur vie. »* (Véronique Maurus et Marc Roché, journalistes français)

En 1978, le conseiller national de Sécurité des USA, Zbigniew Brzezinski engage le jeune milliardaire saoudien Oussama Ben Laden, 21 ans, futur ingénieur en génie civil, pour en faire le chef de l'insurrection anticomuniste en Afghanistan, alors en guerre avec la Russie. En 1979, il est officiellement installé à Istanbul par la CIA, qui va l'aguerrir aux services du Renseignement américain. Responsable de logistique, Ben Laden devient l'intermédiaire financier d'un trafic d'armes financé à parts égales par les USA et l'Arabie saoudite. En 1980, il gagne l'Afghanistan où il reste jusqu'au départ des troupes russes (1989), bénéficiant durant toutes ces années de l'appui inconditionnel des Américains et des Saoudiens, mais saisissant mal à quel point les USA instrumentalisaient l'Islam dans leur lutte contre les Soviétiques.

En 1990, il retourne sa veste lorsque les troupes américaines pénètrent en Arabie, à l'invitation du régime saoudien. Estimant que l'Arabie est en train de devenir une colonie américaine, il se rattache dès lors à une longue lignée de contestataires intégristes.

Ben Laden met alors en place une filière d'opium qu'il poursuit au Soudan, où il s'est replié en 1992 avec, dicit la CIA, une « *armée secrète forte de 10'000 hommes entraînés dans ses camps* ». A Khartoum, il crée un groupe aux intérêts diversifiés : finance, chimie, travaux publics, etc. Il pilote ainsi une nébuleuse de sociétés et d'organisations qui alimentent la révolution islamiste sunnite partout où elle se développe. Sa fortune est alors estimée à deux milliards de dollars et sa réputation de « *banquier du djihad* » est faite.

Dès lors, Ben Laden devient trop voyant. En 1994, l'Arabie saoudite – qui se veut gardienne des lieux saints – lui retire sa nationalité... mais il conserve des contacts avec une partie de sa famille et le prince Turki, patron (jusqu'en 2001) des Services secrets saoudiens. En 1996, soumis à des sanctions de l'ONU, le Soudan le prie de quitter le pays : il serait devenu la plus importante menace terroriste planant sur les intérêts américains.

En août 1998, les ambassades des USA en Tanzanie et au Kenya sont bombardées par **Al-Qaïda**, alors que Ben Laden - tout juste revenu s'installer en Afghanistan (après que sa tête ait été mise à prix et ses bases bombardées par les USA) - devient le conseiller du chef spirituel des talibans, Mohammad Omar. Il met en place des sociétés écrans dans de nombreux pays, notamment au Pakistan, et **Al-Qaïda**, aurait alors des succursales dans une cinquantaine de pays. Mais on ne sait plus très bien si Al-Qaïda est réellement une

organisation (peut-être créée de toutes pièces par la CIA, pensent certains) ou une marque... que des terroristes de pacotille s'attribuent volontiers. Elle regroupe sans doute des groupuscules radicaux issus de l'enseignement des *Frères Musulmans*, mais n'est vraisemblablement pas l'entité monolithique pyramidale qu'on nous décrit. Sami El Haj, de la chaîne Al-Jazira, affirme n'avoir jamais rencontré personne se réclamant d'Al-Qaïda.

Du 4 au 14 juillet 2001, Ben Laden est hospitalisé à l'Hôpital américain de Dubaï. Il souffre d'une infection rénale, nécessitant des dialyses, et de complications au foie. Alors que sa tête est mise à prix depuis trois ans par les Américains (qui auraient d'ailleurs eu de nombreuses occasions de s'en emparer, mais ne l'ont jamais fait...), le chef d'antenne de la CIA à Dubaï, Larry Mitchell, vient lui rendre visite, de même que des personnalités saoudiennes et émiriennes. (Mitchell, ayant un peu trop parlé de cette visite, sera rappelé à Washington.) Et c'est cet homme malade qui aurait déclenché, du fond d'une grotte perdue dans les montagnes afghanes, le plus grand attentat jamais commis contre les USA ?

*« Seuls les services secrets et leurs chefs en exercice – ou ceux qui, retraités, ont toujours une influence dans les organisations de l'Etat – ont la capacité de planifier, organiser et conduire une opération d'une telle ampleur. (...) Oussama Ben Laden et Al-Qaïda ne peuvent pas être les organisateurs ni les acteurs des attentats du 11 Septembre. »* (Général Loenid Ivashov, ancien chef des Forces Armées russes) Comme beaucoup de leurs anciens confrères, Robert Baer et William Christison, membres de la CIA durant plus de vingt ans, partagent pleinement ce point de vue.

Faute de preuve, Ben Laden (dont l'action terroriste s'est toujours limitée aux zones musulmanes) n'est accusé officiellement que des attentats de Nairobi et de Dar es Salam. Il n'est donc pas recherché pour les attentats du 11 Septembre... car le FBI dépend du Ministère de la Justice et son ministre John Ashcroft n'a jamais donné l'ordre de délivrer un avis de recherche fédérale contre lui. Le général Richard Myers, chef d'état-major et plus haut gradé de l'US Army, avait d'ailleurs déclaré à la *CNN* en avril 2002 que *« le but n'a jamais été d'attraper Ben Laden »*.

Nombre d'agents du FBI en sont pour le moins troublés, l'un d'entre eux déclarant ainsi au journaliste Eric Laurent : *« Nous avons les mains liées. L'attitude de M. Ashcroft et du président Bush sont inexplicables. (...) Les Etats-Unis et le reste du monde sont en guerre contre une organisation terroriste dont le chef n'est pas inculpé pour les attentats qu'on lui impute. Avouez que ce n'est pas banal. »* A cela, le porte-parole du FBI rétorque que, effectivement, *« aucune preuve ne permet de lier Ben Laden au 11 Septembre »*.

En outre, selon l'*Agence France Presse (AFP)* du 13 mars 2008, une vaste étude du Pentagone publiée dans la plus totale discrétion (et disponible uniquement sur demande !) confirme l'absence de lien direct entre Saddam Hussein et le réseau Al-Qaïda, alors que l'administration Bush avait mis ce lien en avant pour envahir l'Irak...

La guerre a donc été déclarée sans preuve, ce que la CIA a aussi fini par reconnaître.

Aujourd'hui, personne ne peut affirmer qu'Oussama Ben Laden soit encore vivant, malgré quelques mauvaises vidéos qui tentent parfois de le faire croire (et où, gaucher, il devient droitier...). Selon des déclarations de Benazir Buttho, faites à la *BBC* deux mois avant sa mort, il aurait été assassiné par Omar Sheikh, lié aux services secrets pakistanais. Ces déclarations n'ont jamais été confirmées mais ne sont pas à prendre à la légère, le Pakistan étant le pays clé de la stratégie de Ben Laden. Se basant sur des notes des services secrets saoudiens, *« L'Est Républicain »* du 23 septembre 2006 dit également que le chef d'Al-Qaïda serait mort.

Il convient également de rappeler ici les liens importants qui lient depuis longtemps le clan Bush (le père – qui fut directeur de la CIA en 1976 et 1977 - et les fils George W., John, gouverneur de Floride, Neil et Marvin) au clan Ben Laden, ainsi qu'à d'autres familles saoudiennes, par le truchement non seulement du pétrole, mais aussi du fond d'investissement *Carlyle*, lié à l'Armement et à la Défense. *Carlyle* est l'un des plus importants fournisseurs du Pentagone. Au moment de l'attaque du WTC, plusieurs membres de la famille Ben Laden (discrètement sortis des USA deux jours plus tard) participaient justement à un Conseil d'Administration du fond d'investissement. Les liens étroits et multiples que la famille Bush entretient avec plusieurs magnats saoudiens (dont Salem Ben Laden, frère d'Oussama) sont révélateurs de l'interpénétration du monde des affaires et de la politique du gouvernement.

**« Oussama Ben Laden a été le *deus ex machina* qui a permis de détourner l'attention de la planète, de la distraire du désastre (...) Il fallait créer un grand ennemi et cet ennemi intermédiaire s'est appelé Islam. »** (Giulietto Chiesa, journaliste et parlementaire italien)

## **Qui sont vraiment les pirates de l'air ?**

**« Le doute persiste toujours sur la véritable identité des pirates de l'air. »**

(Enver Masud, ancien directeur au Ministère de l'Energie / USA)

**« L'implication inévitable des vrais auteurs des attentats reste ouverte. »**

(Richard B. Lee, Professeur en anthropologie à Harvard, Rutgers, Columbia et Toronto)

Quinze des dix-neuf « pirates de l'air » auraient obtenu leur visa au Consulat américain de Djeddah (Arabie saoudite) qui, selon Michael Springman – ancien chef de ce service – recevait fréquemment des ordres du Département d'Etat d'accorder des visas à des demandeurs ne répondant pas aux critères américains... Deux d'entre eux, selon le *New York Times*, auraient été en contact à San Diego avec des agents du renseignement saoudien.

Selon la version officielle, ces hommes sont tous des musulmans fondamentalistes, comme le cerveau du groupe, Mohammed Atta, véritable fanatique religieux prêt à mourir pour l'Islam. Pourtant, d'après les investigations du reporter américain Daniel Hopsicker et de divers journaux, certains de ces pirates montraient plus de penchants pour les boîtes de nuit de Las Vegas que pour la Mosquée... Mohammed Atta s'adonnait ainsi à la cocaïne, aux jeux, à l'alcool, mangeait du porc et raffolait de danses érotiques. On est très loin de l'image du fanatique religieux que la Commission d'Enquête sur le 11 septembre a tenté de donner...

Sur ces dix-neuf présumés terroristes, six au moins ont été retrouvés bien vivants dans divers pays, selon des informations émanant notamment de la *BBC News*. L'un d'eux, Walid al-Shehri, établi au Maroc où il travaille comme pilote, a même porté plainte contre le gouvernement américain : il s'était rapidement signalé aux autorités et aux journalistes après avoir vu son nom et sa photographie dans les médias. Malgré cela, le Rapport Officiel rendu en 2004 persiste à prétendre qu'il a poignardé un membre du personnel navigant peu avant que le vol AAL11 percute la Tour Nord. Said al-Ghamdi, qui travaille toujours pour *Tunis Air* et Ahmed al-Nami, (Vol UAL93), ne cessent aussi de clamer leur innocence... De même que al-Omari (Vol AAL11), bien vivant à Djeddah et pilote à *Saudi Airlines*.

Au fil des années, le FBI, certifiant d'abord qu'on avait retrouvé quatre de leurs passeports, a fini par admettre que plusieurs identités des pirates de l'air « *peuvent être reconnues comme douteuses* » (même si le FBI a voulu, durant un moment, faire croire qu'on avait ramassé le passeport de Satam Al-Suqami – Vol AAL 11 - en parfait état à côté des amas des tours

effondrées et fumantes... alors qu'on n'aurait même pas retrouvé les boîtes noires !). En réalité, aucune preuve de leur présence à bord n'a pu être formellement établie. Dès lors, comment affirmer que des « terroristes arabes » armés de couteaux en plastique ou de cutters aient pu s'emparer de quatre avions ? (L'idée que certains d'entre eux aient pu être utilisés par la CIA, ou être des agents doubles, est parfois avancée.)

**« Les terroristes n'auraient pas pu organiser une opération comme le détournement de quatre avions sans le soutien d'un service secret. »** (Horst Ehmke, Professeur de Droit à l'Université de Fribourg, ancien Ministre de la Justice / Allemagne)

Ce qui est sûr, selon le *Washington Post*, c'est qu'en juillet 2001, George Tenet, directeur de la CIA, avait averti Condoleezza Rice : **« Il va y avoir une attaque terroriste importante dans les prochaines semaines ou les prochains mois, et elle sera spectaculaire »**.

## **Mensonges, mystères et incohérences**

Peu après les attentats, et avant que les scientifiques et les enquêteurs de la police puissent examiner ces débris, 80% de l'acier du WTC sont vendus et expédiés en Asie pour être fondus, après avoir été découpés au chalumeau derrière des paravents. Cette rapidité d'exécution - qui ressemble fort à une destruction délibérée de pièces à conviction - fait réagir Frederick Mowrer, professeur au département d'ingénierie et de protection contre les incendies de l'Université du Maryland (USA) : **« Je trouve alarmante la vitesse à laquelle certaines preuves importantes ont été soustraites à l'enquête et recyclées »**.

Pendant plus d'un an, l'autorité portuaire de New York refuse de divulguer les transmissions émises par les pompiers depuis le WTC. En novembre 2002, la bande est enfin communiquée au *New York Times* et à d'autres médias. Elle révèle que, dans les deux Tours, nombre de témoins ont entendu des explosions (dites «secondaires») dans les étages inférieurs à ceux touchés par les avions. Plusieurs parlent d'explosions doublées de flashes (*visibles sur les vidéos diffusées sur Internet*). Les pompiers confirment ces témoignages, ajoutant que ces faits correspondent à ce qui se passe lors de destructions contrôlées. Ainsi, le chef des pompiers pense que des explosifs étaient en place bien avant l'arrivée des avions... Quant aux Agences fédérales présentes sur les lieux, elles admettent aussi que ces explosions n'avaient rien à voir avec les avions.

Ces témoignages sont corroborés par celui de Carol Marin, journaliste de *CBS NEWS*, alors à l'entrée des Tours : **« Il y a eu un roulement d'explosions, et on a vu une boule de feu haute de plusieurs étages venir vers nous... »** William Rodriguez (concierge du WTC et dernier homme à en sortir vivant), ne dit pas autre chose, en parlant d'explosions au sous-sol puis aux étages supérieurs. Des plaques de marbre ont d'ailleurs été décollées des murs du hall d'entrée, soufflées par l'explosion...

Le NIST (organisme scientifique auquel a été confié le volet technique de l'enquête) affirme aussi que l'impact des avions ne peut être la cause de l'effondrement des Tours. Avis renforcé par 130 architectes et ingénieurs d'Auckland (Californie) qui ont présenté leur version des faits au Congrès américain : ils affirment que les tours se sont effondrées à la suite d'une démolition contrôlée. L'un des membres de l'Institut américain des Architectes, Richard Gage, va jusqu'à déclarer : **« Nous arrivons à une conclusion terrifiante : l'attentat aurait pu être organisé et orchestré par quelqu'un au sein du gouvernement américain... »** (Le NIST ne trouve pas non plus d'explication à l'effondrement de la Tour No 7.)

Pour Paul Craig Roberts, économiste et chroniqueur politique (que le guide *Forbes des Médias* classe parmi les sept meilleurs journalistes américains), la sentence est claire : **tout n'a été que mensonge**. Il pense ainsi que de nouveaux faux attentats contre les USA pourraient justifier une guerre contre l'Iran, avec risque de guerre mondiale. L'idée se tient : selon une enquête de Seymour Hersh publiée par *The New Yorker*, 400 millions de dollars ont été alloués par George Bush aux opérations secrètes de déstabilisation de l'Iran...

Dans le courant de l'automne 2001, des lettres contenant de la **poudre d'anthrax** sont adressées au Congrès (notamment à deux parlementaires démocrates opposés au *Patriot Act*, Tom Daschle et Patrick Leahy) et à divers médias. 17 personnes contaminées développent la « maladie du charbon » et cinq d'entre elles (dont un photographe) en décèdent. Un suspect – chercheur dans un laboratoire secret de l'Armée américaine – est jeté en pâture à la presse (perdant ainsi son emploi et sa réputation) par le Ministre de la Justice, John Ashcroft. Aujourd'hui, l'administration Bush vient d'accepter de verser plusieurs millions de dollars de dédommagements au scientifique Steven Hatfill, accusé sans preuve.

Selon Francis A. Boyle, auteur de « *Guerre biologique et terrorisme* », la Maison Blanche avait fait prendre un antibiotique (*Cipro*) à ses employé une semaine avant les premiers envois de lettres contaminées à l'anthrax.

Le 29 juillet 2008, Bruce Ivins, 62 ans, brillant biologiste de l'armée américaine, se suicide alors qu'il allait être inculpé dans cette affaire. Coauteur de nombreuses études sur l'anthrax, il travaillait depuis dix-huit ans dans les laboratoires de recherches bactériologiques de Fort Detrick (Maryland). Selon des témoignages recueillis par le *Washington Post*, il souffrait (bien que faisant partie d'une élite de chercheurs) de troubles psychiatriques. Ses proches parlent plutôt d'une insupportable pression mise sur lui par le FBI.

Pour le Département de la Justice, il est maintenant envisagé de refermer ce dossier.

Durant une longue période suivant ces attentats, un climat permanent de psychose terroriste règne sur les Etats-Unis, savamment entretenu par le gouvernement. Il n'empêche que, relève la sénatrice américaine Karen S. Johnson en 2007 : « *Après trois ans d'enquête gouvernementale et plus de six ans, nous n'avons toujours pas de réponse sur le 11/9* ».

## **Le Rapport officiel de 2004**

« *Le 9/11 a très bien pu être un travail d'initiés. (...) Il y a beaucoup d'inconsistances et d'inexactitudes dans la version officielle des événements. Ceux qui étaient incapables de piloter un Cessna ont pourtant été capables de réussir le 9/11...* » (Dr Hans Köchler, professeur à l'Université d'Innsbruck et collaborateur régulier de l'ONU / Autriche)

Les attentats du 9/11 sont considérés par le gouvernement américain comme l'événement le plus important depuis Pearl Harbor, soit comme une sorte de début de quatrième Guerre Mondiale. Or, aucune enquête n'est ouverte durant... **441 jours**. Il faudra la pression et le déterminisme de quelques familles de victimes pour que le gouvernement nomme enfin, non pas une enquête judiciaire, mais une commission présidentielle d'enquête (dite commission Kean-Hamilton), qui ne peut donc être impartiale. C'est néanmoins un échec pour George Bush qui, dès le mois d'octobre 2001, avait demandé aux leaders du Congrès de ne pas mettre en péril la sécurité nationale en créant une commission d'enquête...

La partie visible de cette Commission comprend dix commissaires placés sous l'autorité de Thomas Kean et Lee Hamilton. Mais en réalité la plupart des recherches effectives et des rédactions de rapports sont le fait d'une équipe de 75 personnes, dont la moitié est composée d'anciens membres de la CIA, du FBI, du Ministère de la Justice et d'autres services gouvernementaux ! Ce staff important est dirigé par Philip Zelikow, qui avait travaillé avec Condoleezza Rice sous la présidence de Bush père, avant de poursuivre sa carrière dans l'administration de Bush fils. L'équipe de Zelikow est divisée en huit groupes d'investigation, dont sept sont entièrement contrôlés par lui, ce qui lui donne toute latitude pour décider de ce qui paraît ou non dans le Rapport final de la Commission d'enquête. C'est ainsi qu'a disparu la déclaration de Norman Mineta, Ministre des Transports, pourtant capitale pour comprendre une partie du rôle joué le 11 septembre par le vice-président Dick Cheney...

Pour mener à bien cette enquête, publiée en août 2004 (*The 9/11 Commission Report*), trois millions de dollars lui ont été attribués. Au final, ce Rapport en coûtera quatorze. Pour mémoire, l'enquête sur la relation Clinton/Lewinsky a, elle, coûté... quarante millions de dollars !

Un inspecteur de la Police Fédérale belge, Marcel Dehaeseleer, note que : **« A la lecture du fameux THE 9/11 COMMISSION REPORT on ne peut que constater qu'il s'agit d'une véritable insulte à l'intelligence humaine. Ce document « officiel », censé représenter la réalité des faits, est truffé d'omissions, d'inexactitudes et de mensonges éhontés. »** Michael Meacher, ancien Ministre anglais de l'Environnement (1997-2003), se contente de penser que **« Le Rapport officiel n'est pas une enquête sérieuse, ni sur ce qui s'est passé ni sur les causes (...) C'était un exercice sur 580 pages pour éviter toute explication sérieuse... »**

La commission Kean-Hamilton fait effectivement preuve d'omissions pour le moins surprenantes : elle n'évoque même pas l'effondrement de la Tour No 7 ! Elle ne prend en compte ni les témoignages des pompiers ni celui du concierge William Rodriguez... qui n'apparaissent donc pas dans le Rapport final. Elle ne mentionne pas non plus l'hospitalisation d'Oussama Ben Laden à l'Hôpital américain de Dubaï en juillet 2001...

De nombreux membres de la Commission d'enquête ont dénoncé l'obstruction systématique faite à toute tentative d'investigation réelle. Aussi, et selon l'Américain David Ray Griffin, enquêteur hors pair, auteur et professeur de philosophie des religions et de théologie, ce Rapport fait montre d'au moins **115 erreurs ou omissions flagrantes**. Celles-ci sont de plus en plus soulevées, mais D.R. Griffin avance l'idée que le **« mythe de l'exception américaine »** (à savoir que les USA sont une puissance uniquement bienveillante qui n'attaque que pour se défendre et n'entreprendrait jamais aucune action secrète contre ses propres citoyens) est si profondément ancré dans la psyché américaine que même les journalistes sont prédisposés à admettre le *Rapport de la Commission* sans le fouiller en détail.

Malgré cela, 53% des Américains pensent, en 2007, que l'enquête officielle « cache quelque chose »... Impression fondée puisque le Rapport officiel ne répond pas à quelque 70% des questions soulevées, notamment par les familles de victimes. Lee Hamilton, vice-président de la Commission d'enquête, reconnaît lui-même que ce Rapport n'est qu'une **« première version de l'histoire »**... La députée canadienne Libby Davies en reste choquée, 24 Canadiens étant morts le 9/11 : **« Le Rapport officiel est un document frauduleux et ses auteurs, consciemment ou inconsciemment, sont coupables d'occulter les événements réels du 11 septembre 2001, qui ont conduit le Canada à s'engager dans la prétendue « guerre contre le terrorisme » et à changer sa politique nationale et internationale pour le pire. »**

Un accord a effectivement été signé entre le Canada et les USA, permettant aux militaires américains d'intervenir légalement dans les eaux et sur les terres canadiennes pour y arrêter tout citoyen soupçonné de « terrorisme ».

A la lecture de ce rapport, on ne peut s'empêcher de faire un parallèle avec le « *Rapport Warren* » relatif à l'assassinat du président John F. Kennedy : tous les deux présentent les faits de manière à valider des conclusions préétablies, afin d'ériger celles-ci en vérités absolues et définitives. Avant cela, John Kennedy déclarait dans un discours d'avril 1961 :

« *En tant que peuple, par nature et historiquement, nous nous opposons aux sociétés secrètes, aux serments secrets et aux procédures secrètes. (...) Je sollicite votre aide dans l'immense tâche qui est d'informer et d'alerter le peuple américain, avec la certitude qu'avec votre aide l'homme deviendra ce pourquoi il est né : libre et indépendant.* »

### **Afghanistan et Irak : quels vrais mobiles ?**

« *Si le pétrole s'était situé en Inde, nul doute que les terroristes auraient été Indiens* » (Daniele Ganser, professeur suisse d'Histoire contemporaine à l'Université de Bâle)

L'humanité est aujourd'hui confrontée à de nouvelles données de son développement, dont les matières premières - prioritairement le pétrole, qui a vu le prix du baril quintupler en cinq ans - génèrent les grandes spéculations actuelles, le monde entrant dans une nouvelle ère politico-économique guerrière.

Le pic pétrolier (atteint ou en passe de l'être, les réserves situées en Arctique pouvant modifier l'échéance) est à l'origine des visées sur les pays producteurs : Irak et Iran en priorité. Pour l'heure, l'Arabie saoudite entretient suffisamment de liens avec les USA (notamment avec la famille Bush et ses proches) pour ne pas être menacée.

En septembre 1999, George W. Bush (lors d'un discours prononcé dans une école militaire) traçait déjà les contours de sa politique actuelle : la future administration comptait se donner de nouveaux moyens militaires destinés à étendre à tous les points du monde « *sa capacité d'intervention rapide, massive et meurtrière* ». En mai 2001, le vice-président Dick Cheney rend public un rapport sur la politique énergétique des Etats-Unis, d'où il ressort notamment que : « *La nation est en danger, car nous faisons face à la plus grande pénurie depuis l'embargo sur le pétrole imposé par les pays arabes dans les années 1970* ». Selon Yves Cochet, ancien ministre français de l'Environnement, cette pénurie contraint peu à peu les USA à importer la moitié de leur consommation de pétrole.

En mars 2005, la *BBC* révèle que la planification de la guerre en Irak a eu lieu dès janvier 2001.

Les attentats du 9/11 ressemblent donc moins à un acte terroriste qu'à une opération politique et militaro-industrielle : depuis **avril 2001**, les dirigeants états-uniens savent parfaitement que les USA sont entrés dans une phase de récession. Mais l'information n'est divulguée que huit mois plus tard... (C'est d'ailleurs au printemps 2001 qu'*Enron Corporation*, l'une des plus grandes multinationales de l'énergie – 40'000 employés – s'effondre. Kenneth Lay, patron du groupe *Enron* et ami intime de George W. Bush, avait financé une grande partie de la campagne électorale de ce dernier, ainsi que de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld.)

Il convient aussi de ne pas oublier que la dette des Etats-Unis envers le reste du monde s'élèverait aujourd'hui à quelque **13'000 milliards de dollars**, et continue de croître au rythme de près de 200 milliards de dollars par an.



Ces événements ont ainsi permis de justifier une attaque contre l'Irak, en affirmant l'existence de liens entre Oussama Ben Laden et Saddam Hussein. Or, il n'y en avait pas davantage que d'armes de destruction massive (nucléaires et biologiques) sur le territoire irakien. A cet effet, le gouvernement Bush a créé le *Department of Strategic Influence*, plus volontiers appelé par les Américains le « *Bureau pour l'information et la désinformation* » : il est placé sous la responsabilité du Pentagone.

Le principe de faire circuler de vraies, presque vraies ou fausses informations n'est pas nouveau : il avait déjà été utilisé pour déclencher la guerre du Vietnam, en accusant faussement les Vietcongs d'avoir attaqué des navires américains dans le golfe du Tonkin. Ce type d'intox est monnaie courante, mais les journalistes s'en contentent trop souvent. Va-t-on voir se réactiver le principe, une fois encore, face à l'Iran ? Ou face à l'Amérique du Sud, où se redéploie, officiellement depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008, la IV<sup>ème</sup> Flotte américaine, avec le Venezuela (qui a nationalisé son pétrole) en point de mire ?

Toujours selon Daniele Ganser, professeur à l'Université de Bâle : « *On nous a largement menti, et les médias ont aveuglément suivi et répété ces mensonges. L'administration Bush a manipulé les données pour justifier l'invasion de l'Irak.* » Une commission parlementaire américaine recense effectivement **237 mensonges officiels** précédant la guerre en Irak (voir les archives du *Monde Diplomatique*/Septembre 2006).

Par ailleurs, la guerre en **Afghanistan** (quelque 25'000 morts, dont près de la moitié sont des civils, mais ce chiffre – difficile à contrôler - est sûrement en deçà de la réalité) a permis aux USA d'installer une base au Kirghizistan : c'est leur observatoire le plus avancé en Asie, face à la Russie et la Chine. D'autres bases sont aussi en fonction ou en cours de construction en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan. En outre, l'Azerbaïdjan et la Géorgie sont passés sous contrôle américain, ce qui détermine une nouvelle géopolitique de l'Asie centrale, qui n'a rien à voir avec une « *guerre contre le terrorisme* ». (Les pseudos « terroristes » d'Afghanistan dérangent si peu les Américains qu'ils ont organisé, sur ordre du Pentagone, un couloir hors bombardements pour les laisser gagner le Pakistan voisin.)

Le 31 décembre 2008, la résolution 1511 de l'ONU – qui reconduit d'année en année l'autorisation de la présence militaire américaine en **Irak** – arrive à échéance. Dans cette perspective, George Bush cherche à promouvoir un nouvel accord avec l'Irak, qui rendrait légitime la présence permanente des troupes US dans ce pays, y installant dès lors plus de 50 bases militaires et laissant le champ intégralement libre aux Etats-Unis. Pour l'heure, les dirigeants irakiens se disent choqués par ce diktat américain.

« *Pour justifier cette guerre injustifiée et ses morts, qui tue encore aujourd'hui des milliers d'innocents en Irak et partout dans le monde, avec des effets imprévisibles pour la paix internationale, une gigantesque conspiration s'est mise en place, avec la participation de la CIA (USA), du Mossad (Israël), du MI 5 (Grande-Bretagne) et du SISMI (Italie), de certains journalistes du Washington Post et du New York Times, et les principaux collaborateurs de la Maison Blanche et du Pentagone.* » (Ferdinando Imposimato, Président honoraire de la Cour Suprême / Italie)

A ce jour, plusieurs centaines de milliers d'Irakiens (plus d'un million selon certaines sources) ont perdu la vie depuis mars 2003, chiffre jamais atteint sous l'ère de terreur de Saddam Hussein : le taux de mortalité de 5,5 ‰ a passé à 13,3 ‰ aujourd'hui. Plus de 4'000 GI américains sont morts en Irak, quelque 10'000 autres sont définitivement infirmes et plusieurs dizaines se suicident chaque mois après leur retour au pays.

Selon *The Times*, la « guerre au terrorisme » aurait déjà coûté 3'000 milliards de dollars à la nation américaine. Jamais personne ne gagne à faire la guerre, sauf l'industrie militaire...

## **Les conséquences de la « guerre au terrorisme »**

**« Les attentats du 11 Septembre ont été un coup d'Etat. La guerre contre le terrorisme est basée sur un mythe et est devenue une religion d'Etat obligatoire depuis ces événements. La seule façon de lutter contre les néo-conservateurs est de détruire ce mythe. »** (Webster Tarpley, historien et journaliste / USA)

A la fin de l'année 2000, Nick Rockefeller aurait dit à Aaron Russo (producteur et réalisateur de films documentaires à Hollywood) qu'il allait y avoir un « événement » qui déclencherait des invasions en Irak et en Afghanistan. Ultérieurement, il lui aurait aussi dit que : **« Il y aura une guerre sans fin contre le terrorisme, là où il n'y a aucun ennemi réel, la chose entière étant un canular géant. »** Aaron Russo a fait ces déclarations six mois avant de mourir d'un cancer en 2007, et Nick Rockefeller n'a jamais démenti (*témoignage sur Internet*).

L'idée de canular effleure aussi Lynn Margulis, professeur de géosciences à l'Université du Massachusett : **« La tragédie du 9/11 est le canular publicitaire le plus réussi et le plus pervers dans l'histoire des relations publiques.(...) Assurément, 19 jeunes Arabes et un homme dans une caverne à 10'000 km de distance, peu importe le degré de leur courroux, n'auraient pas pu organiser et exécuter le 9/11 »**. L'ancien Ministre anglais Michael Meacher pense également que : **« La guerre au terrorisme est bidon »**. Idée appuyée par l'Allemand Andreas von Bülow, ancien Secrétaire d'Etat à la Défense puis Ministre des Technologies et de la Science (1976-1982) : **« L'histoire officielle est tellement insuffisante et invraisemblable que ça doit en être une autre (...) Détourner quatre gros avions en quelques minutes et les conduire vers leur cible en une heure avec des manoeuvres aussi compliquées, c'est impensable sans le soutien de l'appareil de l'Etat et de l'Industrie. »**

En somme, comme disais Josef Goebbels, ministre de la propagande du IIIème Reich : **« Répétez un mensonge assez fort et assez longtemps et les gens le croiront »**

Ces attentats ont ainsi permis de rendre effectif en moins de trois jours le *Patriot Act*, cette loi d'exception qui restreint considérablement les libertés individuelles. En mars 2006, le *Patriot Act* est reconduit, bien que des centaines de villes ou comtés refusent de l'appliquer. Car, comme l'écrit la prestigieuse *New York Review of Books* : **« Depuis le 11 Septembre, le gouvernement a fait voter des lois, adopter des politiques et des procédures qui ne sont pas en accord avec nos lois et valeurs établies, et auraient été impensables auparavant. »**

C'est exactement ce que pense le journaliste et député européen Giulietto Chiesa lorsqu'il écrit : **« On nous a annoncé le début d'une guerre qui se poursuivrait pendant toute une génération. (...) Et pourquoi donc ? Contre qui ? A quoi se préparent-ils ? Pourquoi veulent-ils nous terroriser ? Comme je crois qu'ils ne sont ni fous, ni ivres, il ne me reste plus qu'à penser qu'ils parlent sérieusement. Les faits le confirment. Je vois le président des Etats-Unis qui, à la mi-novembre 2001, émet un décret disant que le président des Etats-Unis d'Amérique (...) institue des tribunaux militaires secrets ; qu'ils pourront juger – sans obligation d'apporter les preuves à l'accusé, encore moins au public – des citoyens étrangers capturés n'importe où, même hors des Etats-Unis, qui seront jugés n'importe où, même hors des Etats-Unis, sans avoir le droit de choisir un défenseur ; enfin, que ceux-ci pourront être condamnés sans appel à la peine de mort par le vote de deux juges militaires américains sur les trois qui composent ce tribunal spécial. »**

En juin 2006, le *New York Times* révèle que la CIA a installé un programme de surveillance des transactions financières internationales. Toujours au nom de la lutte contre « le terrorisme », la société américaine de droit belge, *Swift*, a de la sorte transmis des millions de données confidentielles de ses clients au Département du Trésor des Etats-Unis, en violation flagrante du droit européen.

En 2007, la Maison Blanche propose une directive (NSPD 51) visant à empêcher la destitution du gouvernement, à permettre le rejet d'élections ou la suspension de la Constitution, voire le déclenchement d'une attaque nucléaire. Mais le pire reste à venir : pour la quatrième fois seulement dans l'Histoire états-unienne se tient en mars 2008 une réunion secrète de la Chambre des Représentants. Bien que tenus au secret, certains membres sont si choqués par ce qu'ils entendent qu'ils en révèlent une partie à des agences internationales de presse.

Dès lors dévoilé, le « secret » est combattu par diverses associations américaines. Et pour cause ! Le gouvernement prévoyant l'effondrement de son économie pour la fin 2008/début 2009, et la probabilité d'une guerre civile comme conséquence, **84 camps de détention** (même bien davantage selon certaines sources) sont en cours de construction ou de rénovation aux USA pour y enfermer tout citoyen récalcitrant. (La dévastation de la Louisiane due au cyclone Katrina, en août 2005, a d'ailleurs permis aux autorités d'intervenir comme s'il s'agissait d'une répétition générale de guerre civile.) Ce programme a été confié à l'entreprise multinationale *Halliburton* – fournisseur de l'Armée US - pour la somme de 385 millions de dollars. Pour parvenir à ses fins, le gouvernement décréterait la loi martiale, laissant au Président la liberté d'utiliser l'Armée à sa convenance.

Les événements du 9/11 ont donc profondément changé l'Etat américain, sa justice et ses institutions, où dorénavant tout citoyen est considéré comme un terroriste potentiel. Selon Lewis Seiler, président de *Voice of the Environment*, près de **800'000 personnes sont aujourd'hui fichées** (et le chiffre augmenterait de 20% chaque mois) pour avoir parfois seulement manifesté contre la vivisection ou pour la paix... Cette pseudo « lutte contre le terrorisme » est devenue une forme de guerre domestique, avec des répercussions sur le monde entier.

En Europe, de nombreux Etats se sont pliés – tout ou partie - aux lois « antiterroristes » américaines qui, somme toute, les arrangent bien. Ainsi, en vertu d'une collaboration anti-terroriste, on assiste en Belgique à une collaboration étroite avec la Turquie, état qui pratique la torture contre ses opposants, fussent-ils naturalisés belges. En France, sans débat public préalable, le gouvernement a renforcé, le 1<sup>er</sup> juillet 2008, la capacité de contrôler ses concitoyens. Un nouveau fichier policier va être mis en place sous le nom d'**EDVIGE** : il recensera systématiquement toute personne engagée dans la vie sociétale (politique, syndicale, économique, religieuse) et ce fichage sera autorisé... dès l'âge de 13 ans.

Dès la ratification du *Patriot Act* – toujours au nom de l'antiterrorisme - les Américains contraignent les autres pays à introduire le passeport biométrique. Ainsi, fin 2004, le Conseil de l'Union européenne adopte un règlement obligeant ses membres à introduire une image numérisée du visage et des empreintes digitales dans les passeports. Dès l'été 2009, tous les états membres de l'espace Schengen devront s'y plier. La Suisse entérine cette décision le 5 juin 2008, bien que trois chercheurs lausannois soulèvent les risques de falsification et des lacunes dans la protection des données... D'après Elodie Arnaud, juriste à l'Institut suisse de droit comparé, **personne n'est dorénavant « à l'abri d'un fichage ou d'un tracage »**.

Mais cela va plus loin encore. Selon le sociologue belge Jean-Claude Paye : « ***Il n'y a rien en effet dans les accords européens d'extradition, signé en 2003, qui empêche les citoyens***

*européens d'être traînés devant les juridictions d'exception des Etats-Unis. (...) La lutte « antiterroriste » est en fait une guerre contre les libertés. Cette guerre contre les libertés est la première étape d'une guerre contre les populations. Mon travail montre que les dispositions « antiterroristes » ont pour objet de s'attaquer aux opposants politiques ainsi qu'aux populations et pas seulement aux islamistes. »*

En fait, les accords européens d'extradition signés en 2003 n'ont pas été ratifiés par le Parlement Européen – qui a seulement un avis consultatif – mais ils ont force de loi. On a vu que, concernant les données de surveillance des passagers aériens, les Etats-Unis ne cessent d'augmenter leurs exigences, sans que les Etats européens trouvent à y redire. Ce qui revient à penser que les lois « antiterroristes » servent non seulement les desseins américains, mais aussi ceux de l'Europe.

Cette phobie de la « guerre au terrorisme » a même gagné la Suisse : en avril 2008, l'Agence télégraphique Suisse (ATS) fait part des inquiétudes du Conseil fédéral en ces termes : « *La menace sur la sécurité intérieure s'est aggravée depuis les attentats du 11 Septembre 2001, selon le Conseil fédéral. Le terrorisme islamiste et le crime organisé constituent les principaux dangers pour la Suisse.* » A bien lire les inquiétudes fédérales, on découvre que : « *Jusqu'ici, le djihadisme se limite principalement à des activités liées à la propagande, à la logistique et au financement en faveur des groupes actifs dans des zones sensibles telles que l'Irak.* » Rien de bien inquiétant pour la Suisse, mais l'épouvantail du terrorisme est, une fois encore, agité.

En mai 2008, s'éteint Albert Huber, 81 ans, personnalité complexe, ancien journaliste parlementaire, marié à une Egyptienne et converti à l'Islam. C'est le seul Suisse dont le nom figure sur la « **liste noire** » de l'ONU, qui répertorie les personnes soupçonnées de liens avec le terrorisme international. Depuis sept ans, la Suisse appliquait à son encontre les sanctions de l'ONU, bien qu'aucune preuve n'ait été établie par les enquêtes du Ministère public de la Confédération. Albert Huber, membre du Conseil d'administration de *Al Taqwa Management*, avait été nommément désigné par George Bush (suite à un article de presse italien), qui n'avait pourtant pu apporter aucune preuve crédible au Procureur suisse. Néanmoins, et jusqu'à sa mort, Albert Huber n'a plus eu le droit de quitter son pays et ses avoirs ont été gelés.

La même chose est arrivée à Youssef Nada, 77 ans, citoyen italien d'origine égyptienne, aussi accusé par G.W. Bush de financer Al-Qaïda. Malgré deux enquêtes qui ont débouché sur des non-lieux, il n'est pas parvenu à faire radier son nom de la « **liste noire** » de l'ONU : ses avoirs ont également été gelés et il est astreint à résidence à Campione.

Ainsi, les lois antiterroristes imposées par les USA s'appliquent désormais dans tous les Etats occidentaux. Et pas seulement par rapport à l'espace aérien transatlantique qui est désormais largement contrôlé par Washington ! Désormais, chaque citoyen peut être surveillé dans son pays par des services secrets étrangers, être désigné comme « *ennemi combattant* », remis aux tortionnaires de la CIA et jugé par des commissions militaires américaines.

C'est l'épouvantable histoire arrivée à Omar Khadr, citoyen canadien, arrêté en juillet 2002, à l'âge de **quinze ans** en Afghanistan, alors qu'il rendait visite à son père, Pakistano-Canadien, proche d'Oussama Ben Laden. Devenu un « ennemi étranger combattant », Omar a été incarcéré et torturé sur place, puis transféré à Guantanamo... où il continue d'être torturé. Malgré le caractère illégal de son incarcération, en violation du droit international et des Conventions de Genève, le gouvernement fédéral canadien (précédent et actuel) n'a jamais protesté contre sa détention et demandé son rapatriement au Canada, bien que la Cour Suprême reconnaisse le caractère illégal de cette prison. Omar Khadr, 21 ans aujourd'hui, est le dernier citoyen d'un pays occidental à être toujours incarcéré à Guantanamo Bay...

En 1943, Winston Churchill déclarait déjà : « *Le pouvoir des dirigeants de jeter un homme en prison sans prononcer aucune charge reconnue par la loi, et particulièrement de lui refuser le jugement de ses semblables, est odieux au plus haut degré : c'est le fondement de tout gouvernement totalitaire, nazi ou communiste.* »

Parmi les douloureuses conséquences du 9/11, et selon les chiffres 2007 d'*AMNESTY INTERNATIONAL*, **25'000 personnes sont détenues sans accusation et jugement** par les Forces multinationales en Irak (dont **500 mineurs** encore emprisonnés en mai 2008), et **270 autres**, représentant plus de 50 nationalités, sont **isolées et torturées sur la Base de Guantánamo**, également sans acte d'accusation et sans jugement, au mépris des Conventions de Genève. Selon le journaliste Sami El Haj, la très grande majorité des prisonniers (arrêtés au Pakistan et en Afghanistan) aurait été achetée aux autorités pakistanaises.

Par ailleurs, depuis 2001, **quelque 60'000 personnes soustraites à tout processus judiciaire** auraient transité dans les prisons secrètes des USA, certaines étant dirigées – via l'espace aérien suisse parfois - vers des pays pratiquant la torture. Les USA ont en outre instauré des tribunaux militaires d'exception, bafouant ainsi les droits élémentaires des détenus. « *Contre la lettre de la Quatrième Convention de Genève, la qualité même de prisonniers de guerre a été refusée aux « terroristes » pour leur attribuer, arbitrairement, la marque infamante de « combattants ennemis illégitimes* ». » (Danilo Zolo / *Il Manifesto*)

Selon le rapport rendu en janvier 2006 par le Tessinois **Dick Marty**, docteur en droit et ancien procureur général du Tessin (chargé en 2005 par le Conseil de l'Europe d'enquêter sur l'affaire des prisons secrètes de la CIA sur territoire européen), « *de nombreux indices convergents permettent de conclure à l'existence d'un système de délocalisation ou de sous-traitance de la torture* ». Cet usage de la torture est même cautionné par le Congrès. En été 2006, Dick Marty publie un autre rapport accablant envers quatorze pays européens de connivence avec la CIA, qui nient évidemment ces allégations. Il affirme cependant : « *Nous avons aussi un apartheid de type juridique et judiciaire : des personnes non américaines sont exclues de tout système judiciaire du simple fait d'être suspectées de terrorisme* ».

Depuis la publication, par le Conseil de l'Europe, du Rapport de Dick Marty, 200 nouveaux cas de « *restitution extraordinaire* » (autrement dit d'enlèvements) ont été dénombrés, malgré les promesses de Georges Bush certifiant que son pays renonçait à ces pratiques.

L'ancien directeur de la Rédaction du *Monde*, Edwy Plenel, s'étonne, lui, du silence des médias : « *Je voudrais comprendre notre silence. Depuis six ans maintenant, une grande démocratie, l'américaine, pratique la torture, l'autorise et l'encourage. C'est un fait avéré, incontestable, reconnu et documenté. (...) Sous le choc du 11 septembre 2001, les Etats-Unis d'Amérique ont basculé dans l'impensable, la négation aussi officielle qu'entêtée des valeurs dont ils se réclament, et l'Occident démocratique avec eux.* » Le fait est si connu que des agents du FBI – des centaines d'entre eux ayant été témoins de tortures à **Guantanamo** – ont officiellement ouvert un dossier de « **Crimes de guerre** » avant de recevoir l'ordre de l'administration de cesser de l'écrire. Cette révélation émane d'un Rapport de l'inspecteur général du Département de la Justice américaine, qui établit aussi clairement que la torture a été ordonnée et planifiée aux plus hauts niveaux du gouvernement, Maison-Blanche comprise.

Actuellement, on assiste à une volonté de précipiter le procès de «terroristes» détenus à **Guantánamo** (notamment celui de Khalid Cheikh Mohammed, présumé No 3 d'Al-Qaïda, qui devrait être condamné à mort) en vue d'influencer l'élection présidentielle de novembre 2008. Et, selon toute vraisemblance, la prison de Guantánamo est destinée à être fermée dans les semaines à venir.

Mais les USA n'en ont pas fini pour autant avec les prisons secrètes : selon l'Association de juristes britanniques *REPRIEVE* (à qui l'on doit les révélations sur les vols secrets de la CIA), le Pentagone et la CIA ont déjà mis en place un vaste système de centres de tortures et de prisons secrètes, bien plus sévères : ces centres de détention sont aménagés dans les cales de navires de guerre (dont l'*USS Ashland*, l'*USS Bataan*, l'*USS Peleliu*) croisant dans les eaux internationales. **Dix-sept de ces prisons flottantes ont déjà été identifiées, retenant 26'000 prisonniers.**

Le 10 décembre prochain sera commémoré le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme*.

### **Du côté des médias : paresse ou omerta ?**

*« Les observations - aisément disponibles et clairement évidentes à partir d'actualités existantes, de livres, de photos ou de vidéos sur Internet – n'ont pas été présentées d'une façon pertinente, voire pas du tout, par les rapports gouvernementaux américains officiels et elles n'ont même pas été contredites par les mass médias. »* (Barry R. Komisaruk, professeur de Psychologie à l'Université Rutgers / Etats-Unis)

Des millions de citoyens, partout dans le monde, ont pris conscience que trop d'éléments ne cadrent pas avec les explications officielles. Mais les médias traditionnels délaissent le travail d'investigation et restent étrangement passifs, alors que le débat est intense sur Internet. Pire : pour des raisons rarement étayées, la presse – dans une surprenante pensée unique – s'en prend avec une ironie parfois violente aux personnes s'interrogeant sur ces dramatiques événements, les traitant de « *conspirationnistes* », d' « *adeptes de quelque fumeuse théorie complotiste* » (alors que c'est la théorie officielle qui parle de « complot »...), voire de « *révisionnistes* », ce qui est beaucoup plus grave, ce terme ne pouvant être innocent : « *Ce procédé, auquel se sont prêtés un certain nombre de médias considérés comme respectables, est proprement répugnant* » dit clairement le journaliste Serge Halimi.

Car **personne ne nie que cette tragédie ait eu lieu**. Ce qui est remis en cause, c'est la façon dont le gouvernement américain tente de la raconter.

Malgré quelques ouvertures ici et là (y compris en Suisse romande), il reste globalement difficile de débattre sereinement de cet événement capital, qui demeure tabou pour les médias, alors même que près d'un millier de membres du gouvernement américain (CIA et FBI compris) disent ouvertement ne pas croire à la version officielle. Ainsi, 55% des Américains sondés en 2006 jugent négativement le traitement des attentats par les médias. Pourtant, si l'on en croit Raymond McGovern, ancien analyste de la CIA, 80% des informations – même sensibles – sont disponibles dans le domaine public. Mais elles sont étouffées par la presse.

*« Les médias font comme si l'enlèvement et la conduite de quatre avions de ligne par Al-Qaïda ne nécessitaient pas clandestinité et dissimulation, comme si de telles opérations pouvaient être élucidées et comprises grâce aux seules déclarations des autorités, n'ayant dès lors plus besoin de mener d'enquêtes. La version officielle s'impose par la force magique de l'évidence. »* (Christopher Pollmann, professeur de Droit Public à l'Université de Metz / France)

Les médias, occultant leur rôle d'informateurs, ne relaient que très rarement aussi les débats publics sur ce sujet, même si ceux-ci font salle comble, ce qui devrait pourtant les intéresser ... Serait-ce, comme le soulève Peter Philips, sociologue des médias, que l'idée qu'une « *faction de l'Etat puisse avoir contribué à soutenir une telle attaque est un concept de base tellement effroyable qu'il installe un état d'esprit qui refuse l'impensable* » ?

A la décharge des médias, l'opacité débute dès le 11 Septembre, l'autorité militaire interdisant tout contact avec la presse. Les journalistes ne peuvent donc interroger ni les pilotes de chasse ni le personnel au sol. Ils ne peuvent non plus approcher le Pentagone ou le lieu du crash en Pennsylvanie. De son côté, le FBI interdit à la société israélienne de messagerie électronique *Odigo* de communiquer avec la presse : son PDG, Micha Macoyer, avait fait savoir au FBI que deux de ses employés avaient reçu des messages les avertissant, deux heures avant, qu'un attentat allait se produire au WTC.

Le 10 octobre 2001, Condoleezza Rice convoque à la Maison Blanche les directeurs des principales chaînes de télévision américaines et leur suggère de faire comprendre aux journalistes qu'ils s'abstiennent de diffuser tout ce qui pourrait « nuire à la sécurité du peuple américain ». Le message est reçu cinq sur cinq. Dans la presse écrite, Ron Gutting (rédacteur en chef de *City Sun*) et Dan Guthrie (rédacteur en chef du *Daily Courier*), qui avaient tous deux critiqué la ligne Bush, sont rapidement licenciés.

Edward Herman, professeur de Sciences politiques à l'Université de Pennsylvanie, ne trouve cependant pas d'excuse aux journalistes américains : « *La Pravda et Les Izvestia de l'ancienne Union soviétique auraient eu du mal à surpasser les médias américains dans leur asservissement à l'agenda officiel. (...) C'est un scandale qui trahit l'activité d'un système de propagande, pas celle de médias sérieux, essentiels dans une société démocratique.* »

Dan RATHER, présentateur vedette de CBS, tente une explication en 2003 : « *Il fut un temps, en Afrique du Sud, où l'on plaçait des pneus enflammés autour du cou des gens s'ils étaient en désaccord. D'une certaine manière, la peur est ce qui vous enserme le cou. Aujourd'hui, pour manque de patriotisme, vous aurez un pneu enflammé placé autour du cou. C'est cette peur qui empêche les journalistes de poser les plus dures parmi les questions dures et la raison pour laquelle ils continuent à supporter ça.* »

Même si le *Washington Post* (août 2006) parle de « *tromperie délibérée du Pentagone* », dans l'ensemble, le silence de la presse reste assourdissant. Quelques journalistes, cependant, font preuve d'une curiosité bienvenue, tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde. Mais certains le paient cher, comme le Français Thierry Meyssan qui doit s'exiler après avoir reçu trop de menaces de mort (pour un livre traduit en 27 langues)... En outre, l'administration Bush aurait récemment demandé au cabinet Sarkozy de transcrire en droit français les nouvelles listes d'opposants politiques et d'y faire figurer ce journaliste, interdit d'entrée aux Etats-Unis. A l'heure actuelle, le site français qu'il a créé – *voltairenet* – est en grand danger...

Par ailleurs, l'ensemble de la presse occidentale demeure bien peu curieuse lorsque l'Armée américaine tire sur l'hôtel *Palestine* de Bagdad où logent tous les correspondants étrangers, tuant deux des leurs... Elle n'insiste guère non plus lorsque trois cameramen de *l'Agence Reuters* sont abattus par l'Armée ou que celle-ci bombarde les bureaux d'Al-Jazira à Kaboul et Bagdad. Mutisme quasi total aussi quand Sami El Haj, alors âgé de 32 ans, journaliste d'Al-Jazira, est enlevé en Afghanistan en décembre 2001, dans l'exercice de son métier. Il va subir six ans et demi de torture à Guantanamo, sans même que *Reporters sans Frontières* s'en émeuve durant cinq ans... Libéré le 1<sup>er</sup> mai 2008, après plus de deux cents interrogatoires musclés et un refus permanent de travailler comme espion pour la CIA, il ne sait toujours pas pourquoi il a été arrêté...

Ce silence médiatique est heureusement compensé par une intense activité sur Internet, dont de nombreux sites – états-uniens et internationaux – sont en partie alimentés par des

journalistes, eux-mêmes déçus par l'omerta ambiante. Ils ont aussi, *a priori*, une meilleure conscience des risques qui pèsent depuis 2001 sur la presse. Ainsi, en automne 2005, Bill Arkin, auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'Armée, collaborateur du site Internet du *Washington Post* et analyste sur la chaîne NBC, révèle que les Etats-Unis ont créé une **unité spéciale chargée de neutraliser les médias étrangers**, en perturbant le fonctionnement de leurs infrastructures techniques.

Dans la foulée, au printemps 2008, le Pentagone va encore plus loin et décide de se doter d'une unité spécialisée capable de détruire soudainement l'ensemble des sites Internet de ses adversaires en cas de conflit. Le *Patriot Act* laissant précisément toute latitude de décider qui sont les « adversaires » et ce qu'on peut entendre par « conflit », on peut tout craindre de cette « guerre des réseaux » (*Network Warfare*), placée sous les ordres du général de l'Armée de l'Air Keith B. Alexander, patron de la NSA. Cette brigade forte déjà de 8'000 hommes sera capable, dès l'automne 2008, de faire tomber des milliers de sites à la fois...

Le grand reporter Albert Londres disait que « *Notre rôle n'est pas d'être pour ou contre : il est de porter la plume dans la plaie* ». Selon ce précepte, tout journaliste se devrait donc de penser comme Robert Fisk (correspondant de *The Independent* au Moyen-Orient) : « *Je ne m'inscris pas dans une théorie conspirationniste. Epargnez-moi les délires et les complots. Mais comme tout un chacun, j'aimerais connaître dans son entier l'histoire du 11 Septembre, et à tout le moins parce que ça a été l'élément déclencheur de l'extravagante et clinquante « guerre à la terreur » qui nous a menés au désastre en Irak et en Afghanistan et également en grande partie au Moyen-Orient.* »

En avril 2008, le *New York Times* accuse l'administration Bush d'avoir manipulé les analystes militaires (souvent des gradés à la retraite) travaillant pour les chaînes télévisées américaines.

## **Conclusions**

« *J'implore les législateurs, les parlementaires et les citoyens du monde entier de s'investir dans le Mouvement pour la Vérité sur le 11 Septembre* » supplie le Belge Paul Lannoye, membre du Parlement Européen de 1989 à 2004. Demande soutenue par l'écrivain italien Dario Fo, prix Nobel de littérature 1997, qui estime aussi que : « *Nous devons pousser à la réouverture de l'enquête.* »

Dans cet esprit, aucune enquête judiciaire n'ayant été ouverte à ce jour, le **Mouvement pour la Vérité sur le 11 Septembre** (*The 9/11 Truth Movement*) regroupe une centaine de sites aux USA. Présent aussi dans la plupart des pays européens, il réunit plus d'un millier de personnalités américaines et internationales, venant de tous les horizons politiques et philosophiques : des professeurs et universitaires (dont les Suisses Daniele Ganser, Hugo Bachmann, Jörg Schneider et Marc Chesney / Universités de Bâle et Zurich) des architectes et ingénieurs, des politiciens, parlementaires et hauts fonctionnaires (y compris des membres du FBI et de la CIA), des pilotes et professionnels de l'aviation, des artistes et des gens des médias, des académiciens, des scientifiques et des militaires (dont le colonel suisse Albert A. Stahel, expert en stratégie militaire et professeur en sciences politiques / Universités de Zurich et Genève).

Ce mouvement compte également plus de 200 survivants et proches des victimes.



Ces demandeurs de vérité portent parfois de graves accusations, comme Berit As, professeur de psychologie et ancien membre du Parlement norvégien : *«Un réseau de personnes des échelons supérieurs de l'Establishment américain (autorités supérieures), de l'administration, du gouvernement et des Services secrets, a dirigé et exécuté l'attaque terroriste »*

Mahathir bin Mohamad, médecin et Premier Ministre de Malaisie de 1981 à 2003, ne dit pas autre chose : *«Je peux croire que les Etats-Unis tueraient 3'000 de leurs propres citoyens pour avoir l'excuse de tuer 650'000 Irakiens. Ce sont le genre de personnes avec qui nous traitons. S'il vous plaît, ne pensez pas que ce soit nécessairement une fiction.»*

L'ancien président de la République italienne (1985-1992), ancien Ministre de la Défense et de l'Intérieur, Francesco Cossiga (professeur de Droit constitutionnel) n'y va pas, lui, par quatre chemins. Dans le *Corriere della Sera* du 30 novembre 2007, il déclare tout de go : *«Tous les milieux démocrates américains et européens savent très bien que cette attaque désastreuse a été planifiée et exécutée par la CIA américaine et le Mossad, avec l'aide du monde sioniste, afin d'accuser les pays arabes et pour persuader les puissances occidentales d'intervenir tant en Irak qu'en Afghanistan.»*

Ces accusations ne sont pas le seul fait de citoyens étrangers. Aux Etats-Unis aussi, nombreux sont ceux qui parlent d'un même cauchemar, comme le Lieutenant-Colonel Guy S. Razer, ancien pilote de chasse, qui déclare en mars 2007 : *«Après plus de quatre ans de recherches, je suis convaincu à 100% que les attentats du 9/11 furent planifiés, organisés et perpétrés par des traîtres qui se sont infiltrés jusqu'aux plus hauts niveaux de notre gouvernement. Il est temps à présent de nous réapproprier notre pays.»*

A quoi, son compatriote Kevin Ryan, ingénieur chimiste, répond : *«La première vérité sur le 9/11, que personne ne peut discuter, est que la version officielle de ce qui est arrivé a été utilisée pour « tout changer », ce qui signifie que la totalité des priorités du gouvernement et des relations internationales ont été redéfinies, et, par conséquent, l'ensemble de l'avenir de la société.»*

Quant à Peter Forster, président la Commission consultative helvétique pour la Sécurité intérieure, il souligne l'importance pour la Suisse de savoir si **« la guerre contre le terrorisme »** n'est pas un subterfuge visant à masquer l'appropriation des ressources énergétiques. La question est d'importance, car un climat constant de terreur et de crise est savamment entretenu depuis ces tragiques événements. Il a permis, sous la houlette des Etats-Unis et de l'Otan, que les pays occidentaux soient officiellement en état de guerre – *« la guerre du Bien contre le Mal »* - qui a déjà fait plus d'un million de victimes, davantage au nom du pétrole que de la démocratie. Or, tout cela n'est peut-être que la partie émergée de l'iceberg et il devient plus urgent que jamais d'en connaître les vrais commanditaires, au risque que la démocratie et les libertés individuelles soient partout gravement menacées.

C'est aussi ce que dit le Lieutenant colonel Shelton Lankford, retraité du Corps de Marine US (300 missions de combat) : *«Le 11 Septembre 2001 semble destiné à être l'événement de ligne de partage de nos vies et le plus grand test pour notre démocratie, au cours de notre existence. L'évidence de la complicité de gouvernement dans les éléments qui ont conduit à l'événement, au manque de réponse pendant l'événement, et au manque stupéfiant de tout type de recherche significative par la suite (...) peut constituer un signe de la fin de l'expérience américaine. Elle a été utilisée pour justifier toutes les mesures de légalisation de la répression dans le pays et comme prétexte pour se comporter comme un empire agressif à l'étranger. Jusqu'à ce que nous exigions une enquête et une recherche des*

*responsabilités indépendantes (...) notre république et notre constitution demeurent dans le danger le plus grave.»*

Dans cet esprit, en avril 2008, Richard Falk – professeur de Droit international à l’Université de Princeton, et Rapporteur spécial du Conseil des Droits de l’Homme de l’ONU – appelle à la création d’une commission d’enquête internationale sur le rôle des néo-conservateurs de l’administration Bush dans les attentats du 9/11.

**Car il semble évident qu’aucun réseau criminel ne pourrait se tirer d’un attentat aussi énorme, à moins qu’il puisse étouffer les enquêtes et les preuves.**

### **Conclusions bis**

**« Mais, en fin de compte, cela a été une année fabuleuse pour Laura et moi. »** (George W. Bush / 21 décembre 2001)

\*\*\*\*\*

**« Il en va de la responsabilité de chaque citoyen de questionner l’Autorité »**  
**Benjamin FRANKLIN (1706-1790)**

(Il participa aux actes fondateurs des Etats-Unis d’Amérique)

**« L’homme ne risque pas de s’endormir dans un monde totalitaire mais de se réveiller dans un univers qui l’est devenu durant son sommeil »**

**Arthur KOESTLER (1905-1983)**

*Association suisse « **Le 11 Septembre en Question** »*

(V.M.-G. / Journaliste / Membre du Comité / Été 2008)

## **Liens à consulter :**

[www.11septembre.ch](http://www.11septembre.ch)  
[www.ae911truth.org](http://www.ae911truth.org)  
[www.PatriotsQuestion9/11](http://www.PatriotsQuestion9/11)  
[www.Scholarsfor9/11Truth](http://www.Scholarsfor9/11Truth)  
[www.indymedia.org](http://www.indymedia.org)

[www.ReOpen.info](http://www.ReOpen.info)  
[www.ReOpen.org](http://www.ReOpen.org)  
[www.9/11TruthMovement](http://www.9/11TruthMovement)  
[www.drjudywood.com](http://www.drjudywood.com)  
[www.voltairenet.org](http://www.voltairenet.org)

## **Sources principales d'information (en-dehors des sites Internet cités ci-dessus) :**

*Financial Times* / *New York Times* / Amnesty International / « L'année 2001 dans *Le Monde* » / Jean-Claude Paye / *Washington Post* / Lettre hebdomadaire du *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne* / Armin Risi / Taiké Eilé / Silvia Cattori / Arno Mansouri et les *Editions Demi-Lune* / Marcel Dehaeseleer / J. McMichael / Jeronimo Jones / Dr Jerry Russel / Abel Ashes / Jim Hoffmann / *Center for Research on Globalization* / Dave McGowan / Christopher Bollyn de *American Free Press* / Uniscop / Wikipédia / Richard Labévière de *Radio France Internationale* / Peter Philips / *Le Monde Diplomatique* / *Tagesspiegel* / *Corriere della Serra* / *ATS* / *The Associated Press* / *LaTribune.fr* / Webster Tarpley / geopolitique.com / Danilo Zolo / Grégoire Seither / *Agence France Presse* / *Agence télégraphique suisse* / Sami El Haj / mondialisation.ca / Association *Reprieve* / Edwy Plenel / Christopher Pollmann / Elias Davidsson / *L'Est Républicain* / *autreversion.info* / *washingtonpost.com* / *haaretzdaily.com* / Jules Dufour / Barbara Honeger / *New York Review of Books* / *Newsweek* / *Wall Street Journal* / *BBC News* / Lewis Seiler de *Voice of the Environment* / Dan Hamburg / Arkadi Orlov / *AgoraVox* / Le Clea / Bill Van Auken / *CBS Evening News* / *Le Figaro* / *Open Civil Engineering Journal* / *La Presse Canadienne* / *El Watan* / *Romandie News* / *L'aut'journal*

## **Livres :**

« 11 Septembre : Rapport de la Commission d'enquête » / « La face cachée du 11 Septembre », « La Guerre des Bush » et « Le Monde secret de Bush » de Eric Laurent / « L'effroyable Imposture/Le Pentagate » de Thierry Meyssan / « Bush le cyclone » de Michel Collon / « Tout pouvoirs confondus » de Geoffrey Geuens / « Le Procès du 11 Septembre, ou le 11 Septembre à l'épreuve des faits » de Victor Thorn / « The Great Illusion » de George Humphrey / « Les dessous du Terrorisme » de Gerhard Wisnewski / « La Faillite des Médias – Une conspiration du silence », « Le Nouveau Pearl Harbor » et « Omissions et manipulations de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre » de David Ray Griffin / « La Guerre contre la Vérité » de Nafeez Mosaddeq Ahmed / « 119 Questions sur le 11/9 » de Christian C. Walther / « La grande guerre pour la civilisation » de Robert Fisk / « La chute de la CIA » de Robert Baer / « Ben Laden, la vérité interdite » de Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié / « La fin de l'état de droit » et « Global War on Liberty » de Jean-Claude Paye / « La Terreur fabriquée, Made in USA » de Webster G. Tarpley / « Oussama, la fabrication d'un terroriste » de Jonathan Randal / « Oussama Ben Laden ou le meurtre du père » de Richard Labévière / « Guerre biologique et terrorisme » de Francis A. Boyle / « Guerre et Mondialisation » de Michel Chossudovsky